



RSM Ouest

18 avenue Jacques Cartier
BP 30266
44818 Saint-Herblain Cedex
France
T +33 2 5183 30 30
F +33 2 5183 30 39

www.rsmfrance.fr

ASSOCIATION NANTES SAINT-NAZAIRE DEVELOPPEMENT

Siège social : 16 RUE DE CORNULIER - 44000 NANTES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION NANTES SAINT-NAZAIRE DEVELOPPEMENT

Siège social : 16 RUE DE CORNULIER - 44000 NANTES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de l'Association NANTES SAINT-NAZAIRE DEVELOPPEMENT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association NANTES SAINT-NAZAIRE DEVELOPPEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions reçues.

d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Herblain, le 6 juin 2025

Le commissaire aux comptes

RSM Ouest

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de l'Ouest-atlantique

Céline BRAUD

Associée

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le Bilan d'activité du Conseil d'Administration et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023	
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net		
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes	18 096	8 644	9 451	5 760	
		TOTAL	18 096	8 644	9 451	5 760	
	Immobilisations corporelles	Terrains Constructions Inst.techniques, mat.out.industriels Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes	578 441	443 079	135 362	179 590	
		TOTAL	578 441	443 079	135 362	179 590	
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts Autres	45 544		45 544	41 101	
		TOTAL	45 544		45 544	41 101	
	Total I		642 082	451 724	190 358	226 451	
	Actif circulant	Stocks et en cours					
		Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres	13 879	625	13 254	71 648
TOTAL			91 557		91 557	354 488	
TOTAL			105 437	625	104 812	426 136	
Divers		Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Disponibilités Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	1 082 648		1 082 648	848 843	
			262 872		262 872	238 647	
		Total II	1 450 958	625	1 450 333	1 513 628	
Frais d'émission des emprunts III							
Primes de remboursement des emprunts IV							
Ecart de conversion Actif V							
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			2 093 040	452 349	1 640 691	1 740 079	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)						

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	122 283	122 283
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	45 161	45 161
	Report à nouveau	604 839	644 796
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		-94 743	-39 956
Situation nette (sous-total)		677 541	772 284
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total I		677 541	772 284
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	5 000	5 000
	Provisions pour charges	123 898	114 917
	Total III	128 898	119 917
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	300 376	319 253
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	495 392	475 057
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	3 031	35 620
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	35 450	17 945
Total IV		834 251	847 877
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 640 691	1 740 079
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	3 565	3 825
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	109 966	387 811
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	3 608 699	3 612 377
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	231 339	231 491
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	0	600
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	3 953 570	4 236 105
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 507 460	1 779 467
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	194 640	202 174
	Salaires et traitements	1 542 181	1 526 237
	Charges sociales	762 516	727 209
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	49 710	48 871
	Dotations aux provisions	8 980	625
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	4 851	9 509
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	4 070 343	4 294 096
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-116 772	-57 991

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	22 029	9 197
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		22 029	9 197
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV			
2. Résultat financier (III-IV)		22 029	9 197
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-94 743	-48 793
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		9 033
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V			9 033
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		196
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI			196
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			8 836
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		3 975 599	4 254 335
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		4 070 343	4 294 292
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-94 743	-39 956
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024

Association Nantes St Nazaire
Développement

Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'association constitue un espace de rencontres entre les différents partenaires investis de compétences ou intéressés par le développement économique et international du territoire métropolitain Nantes St-Nazaire.

L'association a pour objet de contribuer au développement économique et international du territoire métropolitain Nantes St-Nazaire. ».

Description des moyens mis en œuvre

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- La prospection d'entreprises, d'investisseurs et de talents en France et à l'international ;
- L'accueil et/ou l'accompagnement d'entreprises, d'investisseurs et de talents sur le territoire ;
- La coordination et la promotion du territoire pour les rencontres professionnelles ;
- L'animation, la promotion et le marketing du territoire en France et à l'international.

Par ailleurs, l'association peut effectuer toutes opérations se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à son objet social ou pouvant favoriser la réalisation.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun évènement majeur n'est survenu au cours de l'exercice.

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est intervenu post clôture.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes, règles et méthodes comptables

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.1.1 Changement de règles et méthodes comptables

L'association n'a procédé à aucun changement de méthode, ni de corrections d'erreurs comptable au cours de l'exercice comptable.

4.1.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.1.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

5 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

5.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

RSM Ouest

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentatio ns (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisatio ns	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	13 896	4 200	-	-	18 096
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	191 814	1 294	-	-	193 108
	Matériel de transport	1 748	-	-	-	1 748
	Mat bur., informatique, mobilier	379 906	3 680	-	-	383 586
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	573 468	4 974	-	-	578 442
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	41 101	6 614	2 170	-	45 545
	Total IV	41 101	6 614	2 170	-	45 545
Total général		628 465	15 788	2 170	-	642 083

Les immobilisations financières sont composées de dépôt de garantie.

RSM Ouest

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	8 136	509	-	8 645
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	121 059	18 947	-	140 006
	Matériel de transport	1 748	-	-	1 748
	Mat. bur., informatique, mobilier	271 070	30 256	-	301 326
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	393 877	49 203	-	443 079
Total général		402 013	49 712	-	451 725

5.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	3 ans
Agencements	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

RSM Ouest

5.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

5.1.3.1 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	8 136	509	-	-	-	8 645
Corporelles	393 877	49 203	-	-	-	443 079
TOTAL	402 013	49 712	-	-	-	451 725

5.2 Actif circulant

5.2.1 État des stocks

Néant.

5.2.2 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	625	-	-	625
Autres	-	-	-	-
TOTAL	625	-	-	625

5.2.3 Charges constatées d'avance et produits à recevoir

5.2.3.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent des charges d'exploitation pour 262 873 €.

5.2.3.2 Produits à recevoir

Les produits à recevoir s'élèvent à 24 603 € et se détaillent ainsi :

- Rabais, remises, ristournes : 3 802 €
- Divers – produits à recevoir : 20 801 €

Ils correspondent essentiellement à des soutiens financiers dans le cadre de convention de promotion partagées.

5.3 Fonds propres

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement ANC 2018-06.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel sur celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. (Chap I.1, règlement n°1999-01)

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	122 283				122 283
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	45 162				45 162
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »					
Report à nouveau	644 796	-39 957			604 839
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »					
Excédent ou déficit de l'exercice	-39 957	39 957		-94 743	-94 743
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »					
Situation nette	772 285			-94 743	677 541
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	772 285			-94 743	677 541

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts à compter du 1/1/2020, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

5.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

5.3.2 Réserve, statutaires ou contractuelles, autres, pour de l'entité

Le « projet associatif » est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'association pour réaliser l'objet social.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Autre réserves (dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée)	45 162			45 162

5.3.3 Report à nouveau

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Report à nouveau créditeur	644 796		39 957	604 840
Report à nouveau débiteur				

5.3.4 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	5 000			5 000
Provisions pour charges	114 917	8 981		123 898
TOTAL	119 917	8 981		128 898

5.3.5 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	123 898		123 898
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Taux d'actualisation : 3,42 %,
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 3 %,
- Age de départ à la retraite : 64 ans,
- Turnover : moyen,
- Taux de charges sociales : 63 % pour les salariés cadres et non-cadres
- Mortalité : le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles.

5.4 Dettes

5.4.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent des produits d'exploitation pour 35 450 €.

5.4.2 Charges à payer

Intitulés	Montant
Factures non parvenues	27 485
Dettes provisionnées pour congés à payer	209 340
Autres charges à payer	153
Personnel frais à payer	302
Organismes sociaux IJSS	4 054
Charges sociales sur congés à payer	93 693
Charges sociales, autres charges à payer	28 137
Charges fiscales sur congés à payer	27 559
Etat – autres charges à payer	1 181
TOTAL	391 904

RSM Ouest

5.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-	-	-
	Prêts	-	-	-
	Autres immobilisations financières	45 545	-	45 545
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	750	750	-
	Autres créances clients	13 130	13 130	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	19 020	19 020	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	26 354	26 354	-
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	20 472	20 472	-
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	25 711	25 711	-
Charges constatées d'avance		262 873	262 873	-
TOTAL		413 855	388 310	45 545

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

RSM Ouest

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	--	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine				
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		300 377	300 377		
Personnel et comptes rattachés		209 796	209 796		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		242 538	242 538		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés					
Etat et autres collectivités publiques	Taxe sur la valeur ajoutée	5 594	5 594		
	Autres impôts, taxes et assimilés	37 465	37 465		
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		2 282	2 282		
Produits constatés d'avance		35 450	35 450		
TOTAL		833 501	833 501		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

6.1 Produits du compte de résultat

6.1.1 Cotisations

6.1.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

6.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

6.1.3 Tableau des subventions et concours public

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation		13 000	3 595 699		
Subvention d'investissement					

6.1.4 Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Les transferts de charges concernant les salons sont de 226 650 €, et concernant le personnel sont de 4 689 € au 31/12/2024.

6.2 Résultat Financier

Le résultat financier de 2024 est de +22 030 €, il est essentiellement composé des intérêts financiers.

6.3 Résultat Exceptionnel

Le résultat exceptionnel de 2024 est de 0 €.

6.4 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

6.4.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	8 550
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	8 550

7 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants**7.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)**

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant total des rémunérations et avantages en nature pour l'exercice clos au 31/12/2024, versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés de l'association, s'élève à 197 439 €.

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	26	
Non cadres	7	
TOTAL	33	